

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

AVENANT N° 6

**au contrat d'affermage pour la production et
la distribution d'eau potable du 20 décembre 2007**

ENTRE :

Le SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE, représenté par son Président **Monsieur Jean PASCAL**, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Comité Syndical en date du 12 décembre 2016, et désigné dans le texte qui suit par l'appellation « le Délégrant ».

d'une part,

ET :

SAUR, S.A.S au capital de 101 529 000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro B 339 379 984 dont le Siège Social est à Les Cyclades - 1, rue Antoine LAVOISIER , 78280 GUYANCOURT - représentée par **Monsieur Jean-Luc DELEAU**, Directeur Délégué, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « le Délégataire »,

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Par contrat en date du 20 décembre 2007, visé en Sous- Préfecture de Largentière le 21 décembre 2007, ci-après désigné par le « contrat initial », le SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE a confié à la Société Saur S.A.S, la gestion de son service public de production et de distribution d'eau potable.

Ce contrat d'une durée de 10 ans a pris effet au 1^{er} janvier 2008, et a été modifié par cinq avenants successifs :

- L'avenant n°1 du 30 décembre 2008
- L'avenant n°2 du 30 décembre 2008
- L'avenant n°3 du 16 Avril 2010
- L'avenant n°4 du 14 décembre 2012
- L'avenant n°5 du 19 décembre 2013.

Afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation prévue au contrat initial est bien représentative des coûts réels d'exploitation, l'article 14.1 du « contrat initial » prévoit que le niveau des rémunérations du Fermier et la composition de la formule de variation du contrat, seront soumis à réexamen en cas de modification manifeste de l'équilibre financier du contrat.

Par ailleurs, depuis la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II », l'Etat a engagé une profonde réforme de la réglementation dans le but de prévenir les dommages causés aux réseaux lors de travaux réalisés dans leur voisinage.

Cette réforme, qui a entraîné la modification des articles L. 554-1 à 5 et R. 554-1 et suivants du code de l'environnement, a nécessité la publication de nombreux arrêtés d'application, d'un guide technique et de la norme NF S 70-003 dont la dernière partie 4 a été publiée en octobre 2014.

Cette réforme est entrée en vigueur à compter du 1er juillet 2012. Elle prévoit notamment la mise en place d'un guichet unique chargé de répertorier les réseaux et de permettre aux responsables de travaux d'en identifier les exploitants afin de leur déclarer les chantiers qu'ils se

proposent de réaliser.

Cette réforme, qui modifie considérablement les rapports entre les différents intervenants implique, une mise à jour progressive de la précision des données relatives à la localisation des réseaux et génère des charges d'exploitation qui n'avaient pas été prises en compte lors de la conclusion du contrat.

La Collectivité a choisi de conserver la qualité d'exploitant du réseau. Elle sera donc en charge des obligations réglementaires d'exploitation courante qui découlent de cette nouvelle réforme.

Les parties sont convenues de tirer les conséquences de ces nouvelles conditions techniques sur les dispositions du « contrat initial ».

Le présent avenant, qui ne modifie pas l'objet du contrat initial ni ne bouleverse son économie générale, a pour objet de concrétiser ces nouvelles dispositions. Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet avenant n'entraînant pas une augmentation du montant global du contrat de plus de 5%, la Commission de Délégation de Service Public de la Collectivité n'a pas à être consultée.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – INVENTAIRE DES BIENS CONFIE AU DELEGATAIRE ET MISE A JOUR

L'article 2.2.1 du « contrat initial », complété par l'article 1.4 de l'avenant n°5 est complété par les dispositions suivantes :

« Sont ajoutées les installations suivantes :

- La station de reprise du quartier de la Prade à Largentièrè équipée d'une télésurveillance
- Le réservoir de Saint André de Cruzières en remplacement des deux anciens réservoirs de Chadouillet et Pierregas, équipé d'une télésurveillance
- Le réservoir et la station de reprise Le Puech à Ribes, équipés d'une télésurveillance

D'autre part, la ressource du Moulin de Pichègru à Saint André de Cruzières a été arrêtée, et doit donc être retirée du périmètre d'exploitation.»

ARTICLE 2 – TRAVAUX SUR BORDEREAU DE PRIX

Les dispositions de l'article 9.1 du « contrat initial », modifié par plusieurs avenants successifs, sont complétées par les suivantes :

« Le bordereau des prix unitaires figurant en annexe 6 du « contrat initial », et complété par les avenants successifs, est complété de la manière suivante :

Libellé de l'article	Prix unitaire
Prestation de géo référencement du branchement pour récolement xyz, y compris la mise à jour de la cartographie numérisée, l'unité	133 € HT
Réunion sur site à la demande d'un intervenant pour localisation ponctuelle d'un réseau, l'unité	90,00 € HT
Coût du marquage ou piquetage réglementaire du réseau quand le Délégué n'est pas l'exécutant de travaux	1,35 € HT/ml avec une base forfaitaire de 100 € HT (déplacement en sus)

Ces montants sont en valeur au 1^{er} janvier 2017 et sont révisés dans les conditions prévues par le bordereau des prix du « contrat initial ».

ARTICLE 3 – ANNEXE

Les documents ci-après complètent et modifient les annexes listées à l'article 1.2 dans le « contrat initial » :

Annexe 1 : Inventaire des biens du service et description des nouveaux équipements

Annexe 2 : Nouveau Compte d'exploitation prévisionnel

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET - VALIDITE DES CLAUSES ANTERIEURES

Le présent avenant prendra effet à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire par sa transmission, au représentant de l'Etat dans le Département conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et en tout état de cause au 1^{er} janvier 2017.

Toutes les clauses du « contrat initial » non modifiées par les présentes, demeurent intégralement applicables.

A

Le

Pour le Syndicat,
Le Président en exercice

Le

Pour le Délégué,
Le Directeur Délégué